

Les subsides

En terminant, je tiens à dire qu'en Colombie-Britannique et en Alberta, nous faisons la même expérience que du côté de l'Atlantique. Il faut que le gouvernement fédéral s'engage envers nous de la même façon que le premier ministre avait promis au Québec de lui donner la place qui lui revient au sein du Canada. Il doit s'engager à mettre les régions en valeur en y affectant les capitaux nécessaires. C'est pourquoi il va falloir prendre des mesures autrement plus radicales que de transformer le MEER en MEIR. Il va falloir aussi que les gouvernements provinciaux acceptent d'établir des prévisions et ne s'empressent pas de vendre à la première multinationale venue leur promettre des emplois mais capable de saigner une province à blanc. Mes propos risquent de déplaire et de soulever les critiques. Cependant, je ne cherche qu'à dire la pure vérité. Il est temps que les hommes politiques parlent franchement aux Canadiens de l'Est. Qui sait, cela pourrait peut-être susciter des politiques propres à mettre vraiment en valeur cette région du Canada.

M. McMillan: Le député qui vient tout juste de parler a généralisé de la façon la plus grossière qu'il m'ait été donné d'entendre sur quelque sujet que ce soit à la Chambre depuis mon élection en mai 1979, en accusant les gouvernements provinciaux de la région de l'Atlantique d'être de mauvais administrateurs. Il les a même qualifiés de pourris, si je ne me trompe. Dans ce cas, que le député me cite un seul programme qui serait mal administré dans l'une des quatre provinces maritimes. Abstraction faite des allusions au favoritisme ou à la mauvaise conjoncture économique dans cette région du pays, quel programme précis a été mal administré et de quoi les administrateurs se sont-ils rendus coupables? En quoi le NPD aurait-il administré différemment ce programme dans la province en question?

M. Waddell: J'imagine que le député est déjà allé dans les provinces maritimes puisque sa circonscription s'y trouve. Je dis les choses comme elles sont. A propos de déneigement, par exemple, quand un autre parti arrive au pouvoir il accorde les marchés à des entrepreneurs de son choix. Les contrats de voirie subissent le même sort. Il subsiste dans cette région un vieux fond de favoritisme qui est maintenant à peu près disparu ailleurs au Canada.

● (1230)

Les Canadiens des provinces maritimes ont des gouvernements mal fichus qui ne les ont pas très bien servis. Ceux-ci ont même accentué le sous-développement de cette région. A titre d'exemple, le premier ministre de Terre-Neuve, M. Peckford, a fait la bêtise de porter la question du pétrole sous-marin devant les tribunaux où il a perdu son temps au lieu de concocter en quelque sorte une entente avec le gouvernement fédéral. Je doute que cette démarche ait été profitable aux Terre-Neuviens.

On a l'impression, à distance, que ces gouvernements prendraient plaisir à mener des joutes oratoires très sectaires qui sont peu propices à la mise en place de projets le moins sérieux. J'ai mentionné la venue de multinationales qui ont obtenu des tas de faveurs, y compris des conventions collectives désavantageuses pour les travailleurs et la garantie qu'il n'y

aurait pas de syndicat sur place. Par conséquent, cette région est pratiquement gouvernée comme un pays du tiers monde.

Je ne mâche pas mes mots, mais quelqu'un doit dire ce qui se passe dans la région de l'Atlantique. Je n'ai jamais vu de pires gouvernements au Canada que dans certaines des provinces de l'Atlantique, à en juger d'après la façon dont ils s'occupent de leurs ressources et dont ils induisent la population en erreur; je songe à l'attitude du premier ministre Buchanan en ce qui concerne la mise en valeur du pétrole et du gaz sous-marin de la Nouvelle-Écosse; je trouve cela terrible. J'espère que les habitants de la région de l'Atlantique se débarrasseront un jour de leurs gouvernements. Qu'il s'agisse de gouvernements conservateurs ou libéraux, ils n'ont pas assuré un développement et une planification suffisants pour les habitants de cette région. On le voit bien d'après les résultats. Si le député se donne la peine de lire le passage de son propre discours où il parle de certains problèmes économiques de la région de l'Atlantique, il y trouvera des preuves.

M. Crosbie: Monsieur le Président, le député qui vient de parler est resté dans le vague et il a calomnié les quatre gouvernements de cette région; il ne nous a pas encore donné d'exemple concret. Le député se rend-il compte que sous le gouvernement Peckford—et il pense peut-être qu'il n'emploie pas les bons moyens pour essayer de résoudre le conflit sur le pétrole sous-marin—on n'a pas encore révélé publiquement d'exemple de favoritisme politique ni d'excès? Le député ne se rend-il pas compte que le gouvernement du Canada pratique sur une grande échelle, dans tout le pays, le favoritisme politique qu'il reproche aux quatre gouvernements de la région de l'Atlantique? Pourtant, il juge bon de condamner en bloc ces quatre gouvernements. C'est probablement la raison pour laquelle le Nouveau parti démocratique n'a pas de représentant provincial à Terre-Neuve, dans l'Île-du-Prince-Édouard ni au Nouveau-Brunswick.

Le député ne se rend-il pas compte que c'est précisément contre ce genre d'attitude supérieure de continental que les provinces de l'Atlantique luttent depuis maintenant un siècle? Il donne libre cours aux pires préjugés dans son discours alors qu'il ne fournit pas la moindre preuve.

M. Waddell: L'expression «attitude supérieure de continental» m'offusque. J'ai dit au député que je parle en tant qu'observateur et pas en tant qu'acteur. Le parti conservateur a dirigé certains de ces gouvernements, de ces pauvres gouvernements. Le député qui vient de parler était membre du gouvernement libéral, et il a tourné casaque . . .

M. Crosbie: Je suis conservateur—des deux côtés.

M. Waddell: . . . deux fois. Il a changé de côté de nouveau.

M. Crosbie: Non, il n'y a eu qu'un seul changement. L'autre changement, c'est pour plus tard.

M. Waddell: Il ne l'a pas encore fait. Il reste que, je l'affirme, le gouvernement Peckford a eu tort dans ses négociations sur le pétrole sous-marin; elles n'ont pas donné de résultats pour les Terre-Neuviens. J'ignore ce que pense le député, mais s'il veut faire preuve d'objectivité, il admettra que tous ces contretemps ont engendré des problèmes dont je tiens le gouvernement Peckford en partie responsable, mais pas entièrement.